

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 27 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Hensel Recycling France**

10 rue de la Plucharde  
21110 BRETENIERE

Code AIOT : 0005403277

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement Hensel Recycling France implanté 10 rue de la Plucharde 21110 BRETENIERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Hensel Recycling France
- 10 rue de la Plucharde 21110 BRETENIERE
- Code AIOT : 0005403277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hensel Recycling France est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 mars 2014. Le site de Bretenière compte 12 employés. L'entreprise recycle les métaux précieux provenant de pots catalytiques, calculateurs et composants électroniques.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôles à effectuer	AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 7	/	Sans objet
6	Déchets produits par l'établissement	AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement administratif	AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 2	/	Sans objet
2	Arrêt de l'activité de broyage	AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 3	/	Sans objet
3	Autres limites de l'autorisation	AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 4	/	Sans objet
4	Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 5	/	Sans objet
7	Rupture de traçabilité	AP Complémentaire du 23/01/2020 - article 9	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection, il est apparu que le site est correctement tenu. La traçabilité des déchets entrants et sortants est correctement assurée.

L'exploitant a pu présenter rapidement l'ensemble des documents demandés. La fréquence des certaines analyses d'autocontrôle n'est pas respectée. Un « porter à connaissance » concernant des nouveaux aménagements du terrain est en cours de réalisation.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Classement administratif**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Classement administratif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2014 susvisé, modifié par le courrier préfectoral du 1er décembre 2016, est remplacé par le suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2718.1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 49 tonnes - A ;</li><li>• 2710.1-b Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1 tonne - DC ;</li><li>• 2711 Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719, le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m<sup>3</sup> : 95 m<sup>3</sup> - NC ;</li><li>• 2713 Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719, la surface étant inférieure à 100 m<sup>2</sup> : 16 m<sup>3</sup> - NC ;</li><li>• 4718 Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène), la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant inférieure à 6 tonnes : 0.13 tonnes - NC.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le classement ICPE est toujours valable.  L'exploitant ne prévoit pas de changement des rubriques et des volumes. Mais il prévoit une modification de ses installations. Toute modification notable d'une ICPE doit être portée à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation : il conviendra d'informer le préfet des modifications de votre site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## **N° 2 : Arrêt de l'activité de broyage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 3
<b>Thème(s) :</b> broyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation de broyage des pots catalytiques étant mise à l'arrêt définitif, les prescriptions des articles 3.2.1, 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4, 8.2.1, 8.2.2, 9.2.1 et 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2014 susvisé sont abrogées.  <b>Constats :</b> Il a été constaté que l'installation de broyage des pots catalytiques était mise à l'arrêt définitif. Le broyeur ne se trouve plus dans le bâtiment 2. Selon l'exploitant cet arrêt a eu lieu en 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## **N° 3 : Autres limites de l'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 4
<b>Thème(s) :</b> tonnage annuel de déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2014 susvisé est remplacé comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>« Le tonnage annuel de déchets dangereux (pots catalytiques ou monolithe) réceptionnés sur le site, pour du tri, transit ou regroupement, est au maximum de 1200 tonnes ».</li></ul>
<b>Constats :</b> Le respect de cet article a été vérifié par sondage pour l'année 2022. Il en ressort que l'exploitant respecte le tonnage prescrit. Le fichier de suivi des déchets entrants permet de confirmer que le tonnage annuel des déchets dangereux en 2022 s'est élevé à 1047 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Consistance des installations autorisées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 5
<b>Thème(s) :</b> Installations autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2014 susvisé est remplacé comme suit :  « L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• bâtiment n° 1 de 364 m<sup>2</sup> comprenant :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ des bureaux ;</li><li>◦ une zone d'entreposage des déchets dangereux et une zone de composants électroniques ;</li></ul></li><li>• bâtiment n° 2 de 269 m<sup>2</sup> comprenant :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ des vestiaires et locaux sociaux,</li><li>◦ deux cellules d'entreposage des déchets dangereux,</li><li>◦ une zone d'entreposage des déchets dangereux en attente de tri ;</li><li>◦ une zone dédiée aux apports volontaires de déchets dangereux ;</li><li>◦ une zone pour l'entreposage des pièces détachées automobiles ;</li><li>◦ une zone pour l'entreposage de composants électroniques ou D3E.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant respecte la destination, définie à l'article 5, de ses deux bâtiments. Les bâtiments sont propres. En revanche, dans le bâtiment n° 1, qui abrite les bureaux du personnel, un stockage de palettes en bois (environ 45 m <sup>3</sup> ) et de cartons d'emballage pliés (environ 2 m <sup>3</sup> ) a été constaté. Selon l'exploitant il s'agirait d'un stockage temporaire.
<u>Observation :</u> l'exploitant devra spécifier la zone d'entreposage des palettes et cartons en adéquation avec l'analyse des risques du site (notamment au regard du risque incendie).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Contrôles à effectuer**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 7
<b>Thème(s) :</b> Contrôles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le chapitre 2.7 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2014 susvisé est remplacé comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• 7.2.3 Vérification du matériel électrique - annuelle ;</li><li>• 7.2.4 Vérification des installations de protection contre la foudre - Six mois après l'installation puis contrôle visuel annuel et contrôle complet de l'état tous les deux ans ;</li><li>• 7.5.3 Vérification des extincteurs - annuelle ;</li><li>• 9.2.3 Eaux pluviales - Annuelle pour EP1 (Eaux pluviales non polluées) et Semestrielle pour (Eaux pluviales susceptibles d'être polluées) EP2. ;</li><li>• 9.2.5 Niveaux sonores - Trois mois à compter de la mise en service puis tous les 5 ans [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les rapports de vérifications suivantes : <ol style="list-style-type: none"><li>1) du matériel électrique des 03/06/2021, 29/05/2020 et 23/04/2019 (réalisés par APAVE) La fréquence annuelle est bien respectée ;</li><li>2) Aucune vérification des installations de protection contre la foudre n'a été réalisée.</li><li>3) des extincteurs de 2008 à 2023 (réalisés par Incendie Protection Sécurité et répertoriés dans le Registre sécurité). La fréquence annuelle est bien respectée ;</li><li>4) des eaux pluviales des 06/10/2022, 18/10/2021 et 30/10/2019 (réalisés par le Laboratoire Agrolab). La fréquence annuelle est bien respectée pour des eaux pluviales non polluées. Cependant, la fréquence semestrielle pour des eaux pluviales susceptibles d'être polluées n'est pas respectée ;</li><li>5) Niveaux sonores des 29/07/2022 et 17/11/2016 ( réalisés par le société SAB). La fréquence de 5 ans est bien respectée.</li></ol>
<b>Non-conformité :</b>  <b>Selon l'article 16 de l'arrêté du 4 octobre 2010, les dispositions concernant la foudre sont applicables aux installations classées soumises à autorisation de la rubrique 2718.</b> <b>En conséquence l'exploitant devra réaliser l'étude complète comme défini dans l'article 7.2.4 Protection contre la foudre de son arrêté préfectoral du 25 mars 2014.</b>
<b>Non-conformité:</b>  <b>Les fréquences de toutes les analyses doivent être respectées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Déchets produits par l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/2020 - article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont : <ul style="list-style-type: none"><li>déchets non dangereux → métaux ferreux et non ferreux (dans la limite de 15 t présents sur le site), pots catalytiques non dangereux, emballages en mélange, ordures ménagères, composants retirés de D3E mis au rebut et des composants non dangereux issus du démontage de VHU réalisé dans des centres VHU agréés ;</li><li>déchets dangereux → catalyseurs usés contenant des métaux dangereux, catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses et monolithe intègre.</li></ul> L'exploitant ne procède à aucune opération de démantèlement, déconstruction, démontage ou dépollution des D3E en transit sur le site. L'entreposage des D3E, composants électroniques et des pièces détachées automobiles (sur une surface maximale de 65 m <sup>2</sup> ) est réalisé dans des bennes étanches ou conteneurs adaptés, à l'abri des intempéries et dans des zones dédiées ».
<b>Constats :</b> Concernant les déchets non dangereux (ferraille), l'exploitant a généré environ 14 tonnes en 2021 et 40 tonnes en 2022.  Le respect de limite de présence de 15 tonnes maximum a été vérifié pour l'année 2022. Dans le registre des déchets sortants, 3 enlèvements de ferraille ont été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>01/03/22 : 12 tonnes ;</li><li>29/09/22 : 20 tonnes ;</li><li>19/12/22 : 8 tonnes.</li></ul> L'exploitant déclare ne pas générer de déchets dangereux.
<b><u>Non-conformité</u></b>  L'exploitant doit respecter la quantité maximale de présence de déchets non dangereux (15 tonnes).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Rupture de traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2020 - article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - registres chronologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2014 susvisé est remplacé comme suit :  « Des registres chronologiques où sont consignés tous les déchets entrants et sortants du site sont tenus à jour. Le contenu des registres est fixé aux articles 8.1.3.1 et 8.1.3.2 du présent arrêté.  En application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005, il est admis que le producteur initial du pot catalytique de déchet ne soit pas informé du devenir du pot catalytique compte tenu du tri opéré sur les pots catalytiques admis sur le site. L'exploitant émet alors un bordereau de suivi en qualité de producteur de déchets sans y joindre l'annexe 2 du CERFA n° 12571. En application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement, il est admis que ce bilan ne permette pas d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants pour le cas précité ».
<b>Constats :</b> Les registres chronologiques où sont consignés tous les déchets entrants et sortants ont été vérifiés par sondage.  Concernant les déchets entrants, il s'agit d'une réception du 12 avril 2022. L'ensemble des éléments exigés par article 8.1.3.1 a été présenté à l'Inspection y compris les 5 BSD.  Pour les déchets sortants, un envoi numéro 009 du 28 février 2022 a été vérifié. L'ensemble des éléments exigés par article 8.1.3.1 a été présenté à l'Inspection y compris la notification sur GISTRID. En effet, les déchets sont envoyés à l'Etranger (Allemagne).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet